



PRISE DE PAROLE

RASSEMBLEMENT 27 MAI 2020 devant l'UD à BOURGES

Cher(e)s Camarades, Cher(e)s Ami(e)s,

Nous tenons à vous remercier pour votre participation, aujourd'hui, en cette première mobilisation du jour d'après, qui intervient après de nombreuses semaines sans quasi-contact entre nous, sans bataille collective contre le capital et ses vassaux, sans possibilité physique d'exprimer notre colère et d'affirmer nos revendications. Nous tenons à remercier le PCF ainsi que le Mouvement de la Paix qui ont appelé et s'associent pleinement à cette initiative. L'ANACR du Cher est également présente et nous la remercions.

Que ça fait plaisir de vous voir aussi nombreux, malgré toutes les contraintes qui nous sont imposées par les mesures sanitaires évidentes pour tout le monde, mais aussi par l'autorité administrative, à savoir la préfecture et ses services de sécurité, qui m'a contacté je ne sais combien de fois pour me dire que ce rassemblement n'était pas si possible que ça. Après insistance et explications multiples, nous sommes réunis aujourd'hui.

Cette date n'a pas été choisie au hasard, vous vous en doutez. Les 77 ans de la première réunion du Conseil National de la Résistance prennent un caractère très particulier. Nous ne pouvons pas imaginer que la situation inédite que nous vivons depuis des semaines serait aussi lourde de conséquences. Et ce jour prend encore plus de sens.

Les populations de l'époque, les hommes, les femmes, les enfants vivaient sous l'occupation physique de l'invasisseur, certains dans la clandestinité avec la crainte des dénonciations et d'arrestations par une police aux ordres, sous les bombes, cherchant de quoi se nourrir, dans le désarroi le plus complet. La solution était de réfléchir au jour d'après et de placer les travailleurs et leur famille dans des conditions sociales et sociétales de sécurité, dans des conditions de vie et d'existence permettant l'émancipation de toutes et de tous sans peur du lendemain et des aléas de la vie. Les créateurs des Jours Heureux, car ce sont des créateurs, ont dépassé, certes avec des difficultés, leurs clivages et leurs désaccords pour ne penser qu'à l'intérêt général rendant coupable et disqualifiant le patronat qui disait en 36 "Plutôt Hitler que le Front Populaire". Nous avons malheureusement vu qu'il est passé des paroles aux actes.

Le patronat et la bourgeoisie n'ont jamais supporté cette défaite idéologique et ce changement de paradigme, affaiblissant pour le coup leur système économique et l'accaparement des richesses créées par les travailleurs. Dès la liberté retrouvée, ils se sont mis en ordre de bataille pour combattre les avancées pied à pied, ce qu'avait conquis le monde du travail.

D'ailleurs, ce que je vais vous dire n'est pas de moi, ou alors je me suis trompé d'organisation, mais ça résume parfaitement l'esprit patronal qui n'a pas changé depuis la Libération. Je cite :

"Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité Sociale, paritarisme...

A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il

s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !"

Cette déclaration de guerre contre le monde du travail date de 2011 sous la présidence de Sarkozy et elle appartient à Denis Kessler, ancien directeur général d'AXA et ancien vice-président du Medef en charge des questions économiques et internationales, premier dirigeant de la SCOR (réassurance) et proche de Macron.

Dans ce qu'il dit, tout est dit. Nous pouvons nous apercevoir que depuis cette sortie patronale, les gouvernements successifs se sont attelés à mettre en forme ce programme de casse sociale.

Ce qui s'est passé en 1943, doit nous servir de leçon avec une certaine humilité et surtout nous inspirer dans la période actuelle. Le copié-collé ne suffira pas ! Il nous faut être imaginatif et inventif pour que notre jour d'après, comme le disait hier un camarade de la Commission Exécutive, ne soit pas un CNR à l'envers, Les Jours Heureux patronaux.

Car oui, ce qui se trame derrière la crise sanitaire que nous vivons, c'est bien une crise sociale due au système économique en place. Le capitalisme est en crise, la mondialisation est en crise, le libre-échange est en crise, le principe même de la construction européenne est en crise, la finance est en crise et le patronat veut nous faire payer tout ça. Tout ce que nous dénonçons depuis des années, tout ce que nous combattons depuis la création de la CGT, arrive aujourd'hui. Notre syndicalisme de classe, seul contre tous il faut le dire, a depuis sa naissance des propositions pour sortir d'un système de soumission. Les 4 autres organisations syndicales représentatives, créées pour nous torpiller et soutenir la casse sociale, ne peuvent pas être qualifiées de partenaires. A minima, ils sont collaborateurs du patronat et des gouvernements à leurs bottes, voire pour la CFTD, initiatrice des reculs sociaux.

Oui, ce qui est en train de se mettre en place est un changement de société. Pas comme "Les Jours Heureux" le proposait, vous vous en doutez, mais une transformation totale au bénéfice du patronat, qu'il soit financier, industriel ou autres, des grands groupes et des plus petits, des possédants.

Les milliards d'euros, en liquidités, promis à certaines filières, à certains donneurs d'ordres et à certains groupes, montrent bien que le patronat a décidé de réorganiser ses activités, sacrifier le droit social et les travailleurs avec une masse colossale d'argent public. Encore une fois, notre argent va servir à faire grossir les déjà gros et faire crever les maigres. Encore une fois, leur crise économique va servir à ceux qui profitent et casser ceux qui produisent. Les bassins de Saint Florent et de Vierzon et leur activité de sous traitance automobile et aéronautique sont particulièrement menacés par les décisions des donneurs d'ordre.

Malgré des aides d'État records et surtout les dividendes reversés, encore une fois du jamais vu, Renault, Airbus et d'autres annoncent des possibles licenciements et des fermetures de sites industriels. PSA, les grands groupes bancaires et d'autres encore, en profitent pour casser et réorganiser les collectifs de travail, instaurer le télétravail et en faire une règle absolue. Des économies substantielles seraient réalisées. Mais le but n'est pas seulement celui-là. Délocaliser les salariés chez eux, en faire des travailleurs indépendants, des UBER, des autoentrepreneurs, sans aucune garantie salariale, sans aucune garantie collective, sans aucun lien social, sans le sentiment d'appartenir à une communauté utile, est un vieux rêve du Medef. Après avoir cassé les grandes usines, cassé le salariat en groupe distinct, les salaires pour contractualiser les primes, intéressement et autres éléments n'ayant rien à voir avec les qualifications et les certifications, ils tenteront d'imposer le contrat commercial en lieu et place du contrat de travail, la qualification au poste et non au salarié, le détricotage des conventions collectives et le salaire au mérite.

En même temps, la période est propice pour eux d'en finir avec notre Sécurité Sociale. L'argent qui est versé aux salariés pour les gardes d'enfants par l'assurance maladie est une escroquerie sur le fond. Ce n'est pas aux CPAM, à nos cotisations, de régler les décisions de l'État. Les cotisations appartiennent aux salariés, c'est à eux de décider de son utilisation et non au gouvernement. L'argent existe ailleurs, allons le chercher.

Ils se serviront d'un pseudo déficit des branches de Sécu, pour encore une fois l'affaiblir ou peut-être ce coup-là, la liquider.

Pour finir, un mot sur le scandale qui se produit dans les hôpitaux publics, les EHPAD et dans les services à domicile. Je ne vous apprendrai rien mais nous voyons bien que la casse de l'hôpital, le manque de moyens pour la prise en charge des personnes âgées, sont profondément scandaleux, inadmissibles, intolérables.

Des années de combats, très souvent à notre initiative et encore dernièrement depuis un an, n'ont pas permis de faire inverser la tendance du toujours moins de personnel, moins d'argent, moins de prise en charge de qualité, moins de reconnaissance, pas de matériel. Et malheureusement, le résultat est là. Des soignants qui se contaminent entre eux et qui contaminent les patients et inversement. Des soignants qui contaminent leurs proches et pas de dépistage des uns et des autres. Des masques à profusion dans les boîtes privées de l'industrie et une distribution au compte-gouttes pour les soignants, dans la grande distribution et la logistique alimentaire. Des réouvertures dans des conditions plus que dangereuses pour les salariés et où nous avons dû interpellé la préfecture à de nombreuses reprises pendant ces semaines et toujours maintenant.

Les services de santé publics doivent être le pilier de notre système de santé. L'expliquer ici serait trop long mais nous avons une multitude d'écrits à votre disposition. Pour autant, l'ouverture du Ségur de la Santé, présidé par Nicole Notat ne laisse présager de beau, au contraire.

Après le don de congé et de RTT proposé par un député En Marche et soutenu dans le département par Kervran et Cormier Bouligeon, sur lequel nous nous sommes exprimés, Notat propose d'en finir avec les 35h, sous prétexte qu'ils ne peuvent prendre leurs RTT, et faire payer l'augmentation de salaire par l'augmentation du temps de travail. Belle initiative progressiste d'une ex CFDT. D'ailleurs, dans la santé, ils accompagnent systématiquement les régressions demandées par les directeurs et les ARS. Je sais, ailleurs aussi.

Au regard de ce qui se profile, le temps est venu d'imposer notre vision de ce que nous voulons pour une autre société, au service des travailleurs et de la population. Ce serait trop long de vous faire la liste des revendications mais le temps de travail, les salaires, les services publics, la santé, l'éducation, la réindustrialisation, le chômage, etc.... doivent être discutés avec les salariés. Nous devons les convaincre qu'il n'y a aucune fatalité, et que les choses ne changent qu'avec le rapport de forces et la lutte.

Derniers mots. Je voudrais, en votre nom dédié ce rassemblement à nos Camarades qui sont décédés du virus et à leurs familles. Nos pensées vont à eux. Je voudrais également avoir un message pour nos camarades qui ont été touchés par cette vacherie et qui s'en sont sortis, parfois après des situations très compliquées. Nous vous remercions de vous être battus avec courage et brio. Nous vous disons bravo et bienvenue à nouveau dans notre maison commune.

Merci les Camarades et rentrez bien.